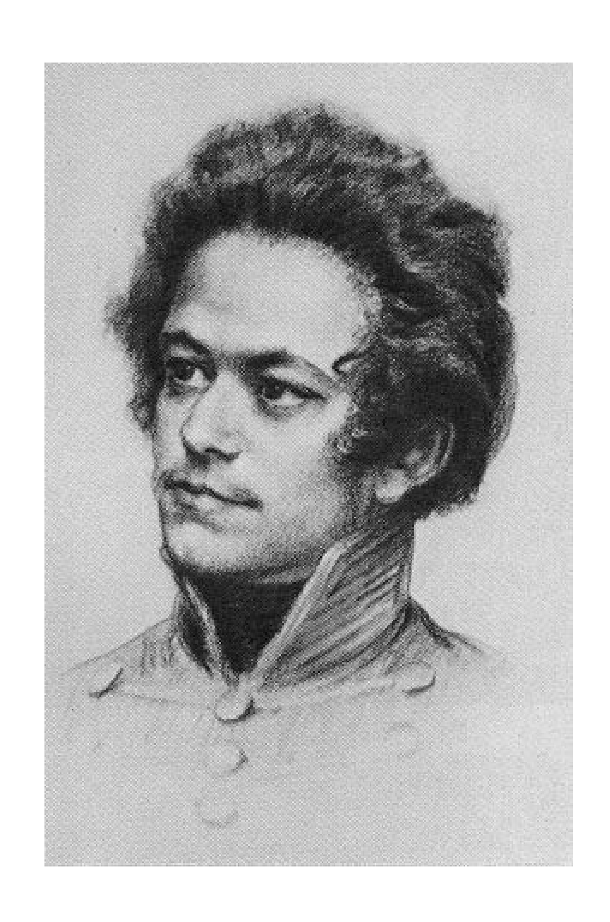
Critique Sociale



Articles sur Marx

Entretien de Karl Marx avec J. Hamann
Les manuscrits de Marx sur la Commune de 1871
« Herr Vogt », de Karl Marx
Notes d'interventions de Marx, septembre 1871

Entretien de Karl Marx avec J. Hamann[1]

Nous publions ci-après la traduction intégrale d'un article du syndicaliste de la métallurgie Johann Hamann, relatant un entretien avec Karl Marx. Ce texte, publié dans le *Volksstaat* n° 17 du 27 novembre 1869, rend compte d'une discussion entre Marx (de passage en Allemagne) et cinq syndicalistes, discussion qui eut lieu le 30 septembre 1869 à Hanovre.
La première publication complète en français, et à notre connaissance la seule jusqu'ici, se trouve dans la revue *La Révolution prolétarienne* n° 23, novembre 1926, pages 9-10. Nous la reproduisons telle quelle :

Les syndicats ne peuvent et ne doivent jamais dépendre d'une organisation politique ; c'est ce que nous prouve clairement la décadence actuelle de notre syndicat. C'est aussi l'opinion du plus grand économiste et écrivain de notre époque, le docteur Karl Marx, maître de Lassalle, qui se trouvait à Hanovre il y a peu de temps. Je n'ai pu m'abstenir de faire la connaissance personnelle de ce savant, et lui ai demandé une interview pour écouter ses conseils de grand investigateur social et son jugement sur les syndicats. Avec quatre amis, je me suis rendu chez lui, où notre entretien dura une heure et demie. Je n'en relève que les points principaux.

Ma première question au docteur Karl Marx était celle-ci : « Pour qu'ils soient capables de vivre, les syndicats doivent-ils dépendre d'une organisation politique ? »

Il m'a répondu : « Les syndicats ne doivent jamais être associés à un groupement politique ni dépendre de celui-ci ; autrement, ils ne rempliraient pas leur tâche et recevraient un coup mortel. Les syndicats sont les écoles du socialisme. Dans les syndicats, les ouvriers deviennent socialistes parce qu'ils y voient chaque jour, de leurs propres yeux, la lutte contre le capital. Les partis politiques, quels qu'ils soient, n'enthousiasment les masses travailleuses que passagèrement, pour quelques temps seulement, tandis que les syndicats les retiennent d'une façon durable, et ce sont eux seulement qui peuvent représenter un vrai parti ouvrier et opposer un rempart à la puissance du capital. La grande masse des travailleurs, sans distinction de parti, a reconnu que sa situation matérielle doit être améliorée. Si sa situation matérielle s'améliore, le travailleur peut se consacrer davantage à l'éducation de ses enfants ; sa femme et ses enfants n'ont plus besoin d'aller travailler à la fabrique ; lui-même peut exercer davantage son intelligence et prendre soin de son corps ; il devient ainsi, sans même s'en douter, socialiste. »

La deuxième question que je posai fut celle-ci : « Est-il utile que le syndicat possède son organe à lui ? » J'ai exposé que chaque mois nous lançons des circulaires pour faire connaître notre bilan et discuter tout ce qui intéresse particulièrement le syndicat. Cependant on nous reproche de différents côtés de montrer ainsi de la

[1] Publié dans *Critique Sociale* n° 1, octobre 2008.

présomption et de l'amour-propre, voire de commettre un péché contre l'organisation, etc.
Voici ce que me répondit Karl Marx : « Je ne suis pas étonné d'entendre de telles choses. Mais vous ne devez pas prendre garde à ces phrases-là. C'est précisément dans l'organe syndical, qui constitue le moyen de liaison, qu'il faut discuter le pour et le contre ; c'est là qu'il est possible de s'occuper des salaires payés dans les diverses régions, du louage de travail dans les diverses industries ; seulement cet organe ne doit jamais être la propriété d'une seule personne ; pour qu'il remplisse son rôle, il doit être la propriété de tous. Je n'ai pas besoin de vous le démontrer. Les raisons en sont si claires que chacun doit comprendre que c'est là une des conditions fondamentales de la prospérité des syndicats. »

Telle est l'opinion d'un homme généralement reconnu comme la plus haute autorité en matière d'économie politique. Si quelqu'un doutait de l'authenticité de ces paroles, il n'aurait qu'à s'adresser directement au docteur Karl Marx, Modena Villa, Maitland Park, Londres. Marx s'est déclaré prêt à les confirmer.

Enfin, il nous a conseillé en outre de ne jamais nous attacher à des personnes, mais uniquement à la cause. « - Que vous importe, a-t-il dit, Liebknecht[2], le docteur Schweitzer[3] ou moi-même ? Ce qu'il y a de vrai, c'est la cause ! »

* * *


Neue Rheinische Zeitung.
Organ der Demokratie.
№ 19. Köln, Montag 19. Juni 1848.
„Neue Rheinische Zeitung" erscheint vom 1. Juni an täglich. Bestellungen für das nächste Quartal, Juli bis September, wolle man baldigst machen. Alle ...ter Deutschlands nehmen Bestellungen an.
...nementspreis in Köln vierteljährlich 1 Thlr. 15 Sgr., in allen übrigen Orten Preußens 2 Thlr. 3 Sgr. 9 Pf. Außerhalb Preußens mit Zuschlag des fremden Zei... ...portos. Inserate: die vierspaltige Petitzeile oder deren Raum 1 Sgr. 6 Pf.

Le journal dirigé par Marx en 1848 : *Neue Rheinische Zeitung*, « Organ der Demokratie » (*Nouvelle Gazette Rhénane*, « Organe de la Démocratie »)

[2] Il s'agit de Whilelm Liebknecht (1826-1900), le père de Karl Liebknecht.
[3] J. B. von Schweitzer (1833-1875), à l'époque dirigeant du courant « lassallien » en Allemagne.

Les manuscrits de Marx sur la Commune de 1871[4]

On connaît trop peu les manuscrits de Karl Marx sur la Commune de Paris de 1871. Ces textes ont été écrits pendant les évènements eux-mêmes, à la fin d'avril et en mai 1871. Marx a ensuite - après l'écrasement de la Commune par l'armée versaillaise - rédigé le texte final de *La Guerre civile en France*, achevé le 30 mai 1871, adopté par le conseil général de l'Association Internationale des Travailleurs, puis imprimé par l'AIT en juin.

Ces travaux préparatoires à *La Guerre civile en France* n'ont été publiés pour la première fois qu'en 1934, et restent malheureusement difficiles à trouver en traduction française. Pourtant, leur lecture est parfois aussi instructive et stimulante que les textes d'autres manuscrits de Marx, comme les *Thèses sur Feuerbach*, les *Grundrisse*, les *Manuscrits de 1844*, etc. Nous en donnons donc quelques extraits, en espérant qu'un bon éditeur en assurera la réédition intégrale prochainement (en refaisant la traduction, à partir des manuscrits originaux).

- Extraits du premier essai de rédaction :

La Commune, « c'est le peuple agissant pour lui-même et par lui-même. »[5]

« La Commune a ordonné que les deux guillotines, l'ancienne et la nouvelle, fussent brûlées publiquement »[6]. Marx avait depuis longtemps affirmé son opposition à la peine de mort (voir son article « La peine capitale » dans le *New York Daily Tribune* du 18 février 1853[7]).

Pour Marx, la Commune est l'antithèse du Second Empire et du pouvoir d'État :

« Ce pouvoir d'État est, en fait, la création de la bourgeoisie ; il fut l'instrument qui servit d'abord à briser le féodalisme, puis à écraser les aspirations des producteurs, de la classe ouvrière, vers leur émancipation. Toutes les réactions et toutes les révolutions n'avaient servi qu'à transférer ce pouvoir organisé – cette force organisée pour maintenir en esclavage le travail – d'une main à une autre, d'une fraction des classes dominantes à une autre. Il avait été pour les classes dominantes un moyen d'asservissement et de lucre. Il avait puisé des forces nouvelles dans chaque changement nouveau. Il avait servi d'instrument pour briser tout soulèvement populaire, pour écraser les classes laborieuses après qu'elles eurent combattu et reçu l'ordre d'assurer le transfert de ce pouvoir d'un groupe de ses oppresseurs à un autre groupe. Ce ne fut donc pas une révolution contre telle ou telle forme de pouvoir

---

4 Publié dans *Critique Sociale* n° 3, décembre 2008.

5 Karl Marx, *La Guerre civile en France, 1871 - édition nouvelle accompagnée des travaux préparatoires de Marx*, éd. sociales, 1968, p. 192.

6 Idem, p. 202.

7 Traduction en français dans Karl Marx, *Œuvres tome IV*, Bibliothèque de la Pléiade, 1994, pp. 700-703.

d'État, légitimiste, constitutionnelle, républicaine ou impériale. Ce fut une révolution contre l'État lui-même, cet avorton surnaturel de la société ; ce fut la reprise par le peuple et pour le peuple de sa propre vie sociale. Ce ne fut pas une révolution faite pour transférer ce pouvoir d'une fraction des classes dominantes à une autre, mais une révolution pour briser cet horrible appareil même de la domination de classe. »[8]

« La Commune se débarrasse totalement de la hiérarchie politique et remplace les maîtres hautains du peuple par des serviteurs toujours révocables, remplace une responsabilité illusoire par une responsabilité véritable, puisque ces mandataires agissent constamment sous le contrôle du peuple. Il sont payés comme des ouvriers qualifiés »[9]

« La Commune ne supprime pas les luttes de classes, par lesquelles la classe ouvrière s'efforce d'abolir toutes les classes et, par suite, toute domination de classe […] mais elle crée l'ambiance rationnelle dans laquelle cette lutte de classes peut passer par ses différentes phases de la façon la plus rationnelle et la plus humaine. »[10]

« Le fait que la révolution est faite au nom et dans l'intérêt déclaré des masses populaires, c'est-à-dire des masses productrices, c'est un trait que cette révolution a en commun avec toutes celles qui l'ont précédée. Le trait nouveau, c'est que le peuple, après le premier soulèvement, ne s'est pas désarmé et n'a pas remis son pouvoir entre les mains des saltimbanques républicains des classes dirigeantes ; c'est que, par la formation de la Commune, il a pris dans ses propres mains la direction effective de sa révolution et a trouvé en même temps, en cas de succès, le moyen de la maintenir entre les mains du peuple lui-même, en remplaçant l'appareil d'État, l'appareil gouvernemental des classes dominantes, par son appareil gouvernemental à lui. »[11]

Marx critique les conceptions du socialisme "par en haut", conceptions de ce que l'on appelle le "socialisme utopique" :
« Tous les fondateurs de sectes socialistes appartiennent à une période où la classe ouvrière elle-même n'était pas suffisamment entraînée et organisée par le développement même de la société capitaliste pour faire sur la scène mondiale une entrée historique, à une période où, d'ailleurs, les conditions matérielles de son émancipation n'étaient pas suffisamment mûres dans le vieux monde lui-même. Sa misère existait, mais les conditions de son propre mouvement n'existaient pas encore. Les fondateurs de sectes utopistes, tout en annonçant, par leur critique de la société de leur temps, le but du mouvement social, l'abolition du salariat et de toutes ses conditions économiques de domination de classe, ne trouvaient ni dans la société

8 *La Guerre civile en France, 1871 - édition nouvelle accompagnée des travaux préparatoires de Marx*, pp. 211-212.
9 Idem, p. 214.
10 Idem, pp.215-216.
11 Idem, pp. 223-224.

même les conditions matérielles de sa transformation, ni dans la classe ouvrière le pouvoir organisé et la conscience du mouvement. Ils essayaient de pallier les conditions historiques du mouvement par des tableaux et des plans chimériques d'une nouvelle société ; en propager l'idée leur paraissait le véritable moyen de salut. A partir du moment où le mouvement de la classe ouvrière devint une réalité, les chimères utopiques s'évanouirent non point parce que la classe ouvrière avait abandonné le but indiqué par ces utopistes, mais parce qu'elle avait découvert les moyens réels d'en faire une réalité. »[12]

« Proclamant hautement ses aspirations internationalistes - parce que la cause du producteur est partout la même et que son ennemi est partout le même, quel que soit son vêtement national[13] - Paris a proclamé le principe de l'admission des étrangers à la Commune, il a même élu un ouvrier étranger (membre de l'Internationale) à son Exécutif ».[14]

Extraits du second essai de rédaction :
Ce second essai de rédaction est à la fois plus court que le premier, et bien plus proche du résultat définitif.

« Mais la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'État et de la faire fonctionner pour son propre compte. L'instrument politique de son asservissement ne peut servir d'instrument politique de son émancipation. » ; « L'énorme parasite gouvernemental, qui enserre le corps social comme un boa constrictor dans les mailles universelles de sa bureaucratie, de sa police, de son armée permanente, de son clergé et de sa magistrature, date du temps de la monarchie absolue. »[15]

« Peut-être la Commune de Paris tombera-t-elle, mais la révolution sociale qu'elle a entreprise triomphera. Son lieu de naissance est partout. »[16]

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

COMMUNE DE PARIS

LA COMMUNE DE PARIS,

Considérant que le premier des principes de la République française est la liberté ;

Considérant que la liberté de conscience est la première des libertés ;

---

12 Idem, pp. 224-225.

13 Marx a indiqué deux possibilités de rédaction pour ce corps de phrase : « quelle que soit sa nationalité », ou « quel que soit son vêtement national ».

14 Idem, p. 226.

15 Idem, p. 257.

16 Idem, p. 264.

Herr Vogt, de Karl Marx[17]

Herr Vogt est un livre de Karl Marx publié à Londres en décembre 1860, en allemand. L'existence même de ce texte est souvent ignorée.
Il s'agit à l'origine d'un ouvrage polémique. Depuis la lecture d'un livre de Carl Vogt[18] en 1859, Marx avait « la conviction absolue que Vogt était de connivence avec la propagande bonapartiste. »[19] Cela ne sera établi avec certitude qu'une décennie plus tard, après la chute de Napoléon III et la découverte de documents – comme Mehring le signale ci-après.
Vogt ayant calomnié Marx[20] par écrit, ce dernier entreprit avec *Herr Vogt* de répondre pour démontrer le caractère mensonger de ces allégations. Dans ce but, Marx sollicita de nombreuses personnes pouvant témoigner et rétablir les faits réels.
Mais dans sa réponse, Marx s'en prend également aux jugements politiques de Vogt : « Marx prend sous la loupe chacun des arguments de Vogt, en démontre la fausseté et l'inanité : il fait à son adversaire un cours d'histoire […] enfin il démolit la construction idyllique d'un Napoléon III "libérateur des nationalités". »[21]
Au travers de Vogt, Marx s'attaque en effet à Napoléon III, « celui qui, tel Macbeth, a barboté dans le sang humain pour conquérir une couronne. »[22] Marx, replaçant l'empereur dans la perspective historique, a un jugement plus radical que celui de Hugo : « Lorsque Victor Hugo appela le neveu "Napoléon le Petit", il reconnut la grandeur de l'oncle. Le titre de son célèbre pamphlet exprima une antithèse et, à un certain degré, il s'est associé à ce culte de Napoléon sur lequel le fils d'Hortense de Beauharnais réussit à édifier le système sanglant de sa fortune. Il serait plus utile de faire admettre à la génération actuelle que Napoléon le Petit représente en réalité la petitesse de Napoléon le Grand. »[23]

Franz Mehring écrivait dans sa biographie de Marx, publiée en 1918, à propos de *Herr Vogt* : « C'est le seul de ses livres qui n'ait pas encore à ce jour été réédité et dont il ne reste peut-être plus que de rares exemplaires ; cela s'explique par le fait que cet ouvrage, déjà volumineux par lui-même […] nécessiterait par-dessus le marché un très long commentaire pour rendre intelligible au lecteur d'aujourd'hui toutes les allusions, tous les tenants et aboutissants de l'affaire. Cela n'en vaut nullement la peine. […] Dans les documents publiés à partir des archives des Tuileries par le gouvernement de Défense nationale, après la chute du Second Empire, se trouve le reçu de 40 000 francs touchés par Vogt sur les fonds secrets de l'homme du 2 Décembre […] l'histoire n'a pas retenu *Monsieur Vogt* parmi les ouvrages polémiques les plus importants de Marx. Au contraire, il est de plus en plus tombé dans l'oubli, tandis que le *18 brumaire*, ou même le pamphlet contre Proudhon [*Misère de la*

[17] Publié dans *Critique Sociale* n° 6, mars 2009.
[18] Carl Vogt – ou Karl Vogt – (1817-1895), était un scientifique, médecin et biologiste allemand. C'est uniquement dans le cadre de ses activités politiques qu'il entra en conflit à distance avec Marx. A l'époque de la polémique, il était naturalisé suisse et siégeait au conseil des Etats suisses.
[19] *Herr Vogt*, tome I, p. 173.
[20] Ainsi que certains de ses amis et camarades, dont Wilhelm Liebknecht.
[21] Maximilien Rubel, *Karl Marx devant le bonapartisme* [1960], réédité dans *Les Luttes de classes en France*, Gallimard, 2002, p. 421.
[22] Karl Marx, « The War Prospect in France », *New-York Daily Tribune*, 31 mars 1859, traduit par Maximilien Rubel dans *Karl Marx devant le bonapartisme*, réédition 2002, op. cit., p. 390.
[23] Karl Marx, « The French Trials in London », *New-York Daily Tribune*, 27 avril 1858, traduit par Rubel dans *Karl Marx devant le bonapartisme*, réédition 2002, op. cit., p. 627.

philosophie], ont avec le temps retenu une attention grandissante. Cela tient en partie au sujet même, car le cas Vogt n'était en définitive qu'une péripétie relativement secondaire »[24]. Ajoutons que l'ouvrage comprend de très nombreux extraits de textes divers (nous republions une partie de l'un de ces extraits), qui lui servent à établir sa démonstration. Ce texte de circonstance montre effectivement un des traits de caractère de Marx : une fois qu'il s'intéressait à un sujet, il ne pouvait s'empêcher de l'étudier dans les moindres détails.

L'unique traduction française de *Herr Vogt* a été publiée par les éditions Costes, en trois tomes, en 1927 et 1928 (traduction de Jacques Molitor). L'ouvrage devait figurer dans le tome V des *Œuvres* de Karl Marx dans la Bibliothèque de la Pléiade, mais ce volume n'est jamais paru, du fait de la mort de Maximilien Rubel en 1996. *Herr Vogt* étant donc très difficilement trouvable en français, nous en publions ci-dessous quelques extraits - nous avons ajouté quelques notes de bas de page pour faciliter la compréhension.

« Avant-propos

Sous la date : *Londres, le 6 février* 1860, j'ai publié, dans la *Volkszeitung* de Berlin, la *Reform* de Hambourg et d'autres journaux allemands une déclaration dont voici les premières lignes :
"Je fais connaître par la présente que j'ai fait les démarches préparatoires nécessaires à l'introduction d'une plainte en diffamation contre la *National-Zeitung* de Berlin à propos des articles de fond n° 37 et n° 41 sur le pamphlet de Vogt : "*Mein Prozess gegen die Allgemeine Zeitung*[25]". Je me réserve de faire à Vogt plus tard une réponse écrite."
Pour quelles raisons me suis-je décidé à traduire la *Nationalzeitung* devant les tribunaux et à faire à Karl Vogt une réponse écrite ? C'est ce que dira le présent écrit.
Dans le courant du mois de février 1860, j'introduisis, contre la *Nationalzeitung*, la plainte en diffamation. Après que le procès eut passé par quatre instances préparatoires, je reçus, le 23 octobre, la décision du tribunal supérieur prussien, me déniant en dernière instance le droit de porter plainte. Le procès fut donc étouffé, avant d'avoir connu les débats publics. Si l'affaire était venue en audience publique, comme je pouvais m'y attendre, j'aurais économisé le premier tiers de ce travail. Je n'aurais eu qu'à reproduire le compte-rendu sténographique des débats judiciaires et j'aurais de la sorte évité la tâche excessivement déplaisante de répondre à des accusations contre ma propre personne, c'est-à-dire de parler de moi-même. J'ai toujours mis un tel soucis à ne pas me mettre en cause que Vogt pouvait espérer quelque succès pour ses inventions mensongères. Mais *sunt certi denique fines*[26]. Dans son factum, que la *Nationalzeitung* a résumé à sa façon, Vogt m'a reproché toute une série d'actes infamants qui, la réfutation publique devant les tribunaux m'étant définitivement interdite, réclament une réfutation écrite. En dehors de cette

[24] Franz Mehring, *Karl Marx, histoire de sa vie*, Messidor, 1983, pp. 333-335.
[25] Mon procès contre l'*Allgemeine Zeitung* (Note du traducteur).
[26] Locution latine, extraite des *Satires* de Horace, livre I (*Sermonum liber primus*). Ce que veut dire Marx est à peu près : « Il y a finalement des limites à tout ».

considération, qui ne me laissait pas le choix, j'avais d'autres raisons de traiter en détail, puisqu'il le fallait, les *histoires de chasse* répandues par Vogt sur mes camarades de parti et moi-même : d'une part, les cris de triomphe presque unanimes avec lesquels la presse allemande dite libérale accueillit ses prétendues révélations ; et d'autre part l'occasion que l'analyse de ce factum m'offrait de tracer le caractère de cet individu, représentatif de toute une tendance.
En répondant à Vogt, j'ai dû par-ci, par-là, découvrir une « partie honteuse »[27] de l'histoire de l'émigration[28]. Ce faisant, j'use tout simplement du droit de légitime défense. Tout ce que l'on peut d'ailleurs, exception faite pour quelques personnes, reprocher à l'émigration, ce sont des illusions, plus ou moins justifiées par les circonstances, et des folies découlant nécessairement des conditions extraordinaires créées à l'improviste. Je ne parle ici, cela va de soi, que des premières années de l'émigration. Etablir une comparaison entre l'histoire des gouvernements et de la société bourgeoise, mettons de 1849 à 1859, et l'histoire de l'émigration pendant cette même période, ce serait écrire l'apologie la plus brillante que l'on puisse faire de cette émigration.
Je le sais d'avance, les hommes d'expérience qui, lors de la publication du factum de Vogt, eurent des hochements de tête inquiets devant l'importance de ces "révélations", ne comprendront pas du tout que j'aie pu gaspiller mon temps à la réfutation de pareils enfantillages, et les écrivailleurs "libéraux" qui, avec une joie maligne, n'avaient eu rien de plus pressé que de colporter dans la presse allemande, suisse, française et américaine les plates infamies et les mensonges éhontés de Vogt, trouveront révoltante et scandaleuse ma manière de les "éreinter", eux et leur héros. *But never mind* !
[…]
Londres, le 17 novembre 1860
Karl Marx »[29]

« A Bruxelles, où je fus relégué par Guizot, je fondai avec Engels, W. Wolff et quelques autres l'association ouvrière allemande d'instruction, qui existe encore. Nous publiions en même temps une série de pamphlets imprimés ou lithographiés. […] nous y établissions que seule l'étude scientifique de la structure économique de la société bourgeoise pouvait fournir une solide base théorique ; et nous y exposions enfin, sous une forme populaire, qu'il ne s'agissait pas de mettre en vigueur un système utopique, mais d'intervenir, en connaissance de cause, dans le procès de bouleversement historique qui s'opérait dans la société. »[30]

« Techow "se figure" donc que j'ai composé un "catéchisme du prolétaire". Il veut

---
27 En français dans le texte (Note du traducteur).
28 Il s'agit des émigrés allemands au XIXe siècle, qui émigraient essentiellement vers d'autres pays d'Europe, pour des raisons politiques ou économiques. Marx et Vogt étaient tous deux du nombre.
29 *Herr Vogt*, Tome I, pp. 1 à 5.
30 *Herr Vogt*, Tome I, p. 105.

parler du *Manifeste*, où l'utopisme socialiste et critique de toute espèce est critiqué et, si Techow le veut, "raillé". Mais cette "raillerie" ne fut pas aussi simple qu'il se le "figure", mais exigea une bonne somme de travail, comme il a pu le voir par ma brochure contre Proudhon : *Misère de la philosophie* (1847). Techow "se figure" en outre, que j'ai "taillé un système", alors que j'ai tout au contraire, même dans le *Manifeste*, directement destiné aux ouvriers, rejeté tous les systèmes et mis à leur place "l'examen critique des conditions, de la marche et des résultats généraux du mouvement social réel". Mais un tel examen ne se laisse pas répéter machinalement ni tailler à la façon d'une cartouchière. »[31]

Pendant la révolution allemande de 1848-1849, Vogt avait été membre du parlement de Francfort. Marx lui reproche certaines de ses prises de position, et en particulier son manque de pugnacité. Or, Whilelm Wolff, ami de Marx et membre de la rédaction de la *Neue rheinische Zeitung* (*Nouvelle Gazette Rhénane*), fut brièvement membre de cette assemblée et, à titre d'exemple face à Vogt, Marx recopie le compte-rendu officiel de la première et unique intervention de Wolff à la tribune de ce parlement, le 26 mai 1849 :

« WOLFF (Breslau) : […] Si vous tenez absolument à lancer une proclamation, publiez-en une où vous mettrez hors la loi le premier traître au peuple, le vicaire de l'empire[32]. (*Cris : à l'ordre ! - Vifs applaudissements aux galeries*). De même tous les ministres ! (*Nouveaux mouvements*). Oh ! Je ne me laisse pas troubler ; c'est le premier traître au peuple.
LE PRESIDENT : Je crois que M. Wolff a dépassé et violé toutes les limites. Il n'a pas le droit, devant *ce* Parlement, d'appeler traître au peuple l'archiduc vicaire de l'empire ; et je me vois donc forcé de le rappeler à l'ordre. En même temps et pour la dernière fois j'invite les galeries à ne plus intervenir de cette façon dans tous les débats.
WOLFF : J'accepte, pour ma part, le rappel à l'ordre et je déclare que j'ai voulu violer l'ordre, et je répète que le vicaire de l'empire et ses ministres sont des traîtres. (*Sur tous les bancs on crie : A l'ordre ! C'est de la grossièreté !*)
LE PRESIDENT : Je suis forcé de vous retirer la parole.
WOLFF : Bien ! Je proteste ; j'ai voulu parler ici au nom du peuple et dire ce que l'on pense dans le peuple. […]
LE PRESIDENT : […] Messieurs, l'incident qui vient de se produire, je puis dire que c'est le premier depuis que le Parlement siège ici. »
Et Marx ajoute : « C'était en effet le premier et ce fut le seul incident de ce club de discoureurs. »[33]

---

[31] *Herr Vogt*, Tome I, pp. 125-126.
[32] Il s'agit de l'archiduc Jean d'Autriche (1782-1859), dit aussi Jean de Habsbourg, qui dirigeait la Confédération germanique.
[33] *Herr Vogt*, Tome I, pp. 158-159.

Vogt avait annoncé publiquement qu'il disposait de fonds pour des personnes qui voudraient écrire dans le même sens que lui. Marx, en comparant les divers écrits de Vogt, note à quel point ce dernier varie dans ses déclarations écrites quand à la provenance et la destination de ces fonds :

« "Il s'agit de l'Italie", tout simplement […] (*Programme*, p. 34). Non, "il ne s'agit pas de l'Italie" (*Lettre à Loening*, p. 34). "Il s'agit de la Hongrie" (*Lettre à M. H. à N.*) . Non, il ne s'agit pas de la Hongrie. "Il s'agit... de choses que je ne puis communiquer" (*Hauptbuch, Documente*, p. 36).
Tout aussi contradictoire que la chose dont il s'agit est la source d'où proviennent les fonds "convenables"[34]. C'est "un coin éloigné de la Suisse française" (*Hauptbuch*, p. 210). Non, "ce sont des femmes hongroises de l'Ouest" (*Lettre à Karl Blind*. Supplément du n° 44 de l'*Allgemeine Zeitung*, 13 février 1860). Tout au contraire, ce sont des hommes, "des pays soumis à la police allemande et surtout autrichienne" (*Centralfest*, p. 17). Tout autant que le but et la source, la quantité des fonds prend des allures de caméléon. Ce sont "quelques francs" (*Hauptbuch*, p. 110). Ce sont "de petits fonds" (*Centralfest*, p. 17). Ce sont des fonds suffisants pour rétribuer convenablement tous les gens qui travaillent dans le sens de Vogt, dans la presse et les brochures allemandes. Enfin, pour mettre le comble, la constitution même des fonds est en partie double. Vogt les a ramassés "avec bien du mal et bien des peines" (*Hauptbuch*, p. 110). Mais non "on les a mis à sa disposition" (*Hauptbuch, Documente*, p. 36). »[35]

Le fin mot de l'histoire fut connu 11 ans plus tard, comme Marx l'écrivit à L. Kugelmann le 12 avril 1871 : « La publication officielle des noms de ceux qui ont reçu directement des subsides de la cassette de Louis Bonaparte révèle que Vogt a touché 40.000 francs en août 1859 ! »[36]

Comme il l'a indiqué, Marx avait été expulsé de France par le régime monarchique, en 1845. Après la révolution de février 1848, le gouvernement de la nouvelle République revint sur ce bannissement. Marx publie dans les annexes la lettre qu'il reçut en ce sens :

« Gouvernement provisoire. - République Française. - Liberté, égalité, fraternité.
Au nom du peuple français
Paris, 1er mars 1848.

Brave et loyal Marx,

---

34 Carl Vogt avait proposé à ceux qui voulaient collaborer avec lui d'écrire « contre des honoraires convenables » (cité dans *Herr Vogt*, Tome II, p. 93). Marx emploie le terme avec ironie, soulignant que c'est le montant des honoraires qui est convenable, et non leur provenance.
35 *Herr Vogt*, Tome II, pp. 94-95.
36 Karl Marx, *Lettres à Kugelmann*, Editions sociales internationales, 1930, p. 163.

Le sol de la république française est un champ d'asile pour tous les amis de la liberté. La tyrannie vous a banni, la France libre vous rouvre ses portes, à vous et à tous ceux qui combattent pour la cause sainte, la cause fraternelle de tous les peuples. Tout agent du gouvernement français doit interpréter sa mission dans ce sens. Salut et fraternité.
Ferdinand Flocon
Membre du Gouvernement provisoire »[37]

« Après avoir été expulsé de Prusse au printemps 1849 et de France à la fin de l'été de la même année, je me rendis à Londres où, depuis la dissolution de la Ligue[38] (1852) et le départ de la plupart de mes amis, je vis absolument à l'écart de toutes les sociétés publiques ou secrètes et même de toute société, me contentant de faire de temps à autre, devant un cercle choisi d'ouvriers […] des conférences gratuites sur l'économie politique. »[39]

« L'imagination populaire créatrice de mythes a de tout temps fait ses preuves en inventant de "grand hommes". L'exemple le plus frappant de cette espèce, c'est indiscutablement Simon Bolivar. Quand à Kossuth, on le célèbre par exemple comme l'homme qui détruit la féodalité en Hongrie. Et cependant, il n'est pour rien dans les trois grandes mesures : impôt général [Marx précise plus loin : « la noblesse était exemptée jusque là »], abolition des charges féodales pesant sur les paysans, suppression, sans indemnité, des dîmes ecclésiastiques. »[40]

Sommaire de la traduction française de *Herr Vogt* :

---

[37] *Herr Vogt*, Tome III, pp. 121-122.
[38] Il s'agit de la Ligue des communistes. Comme Marx l'indique : « la Ligue fut, sur ma proposition, déclarée dissoute. » (*Herr Vogt*, Tome I, p. 107).
[39] *Herr Vogt*, Tome III, p. 11. Ce passage est à mettre en relation avec le fait que Marx parle dans le même texte de ses « camarades de parti » (par exemple, ici, cité page 8) - dans l'original en allemand : « *Parteigenossen* ». Ici comme ailleurs, Marx parle de « parti » non pour désigner une organisation, mais simplement un ensemble de personnes de même tendance. Voir aussi sa lettre à Ferdinand Freiligrath du 29 février 1860, où il écrit notamment : « La "Ligue", comme la "Société des Saisons" de Paris, comme cent autres sociétés, n'a été qu'un épisode dans l'histoire du parti, qui naît spontanément du sol de la société moderne. […] J'ai essayé d'écarter ce malentendu, qui me ferait comprendre par "parti" une Ligue morte depuis huit ans, ou une rédaction de journal dissoute depuis douze. J'entends le terme "parti" dans sa large acception historique. »
[40] *Herr Vogt*, Tome III, p. 137.

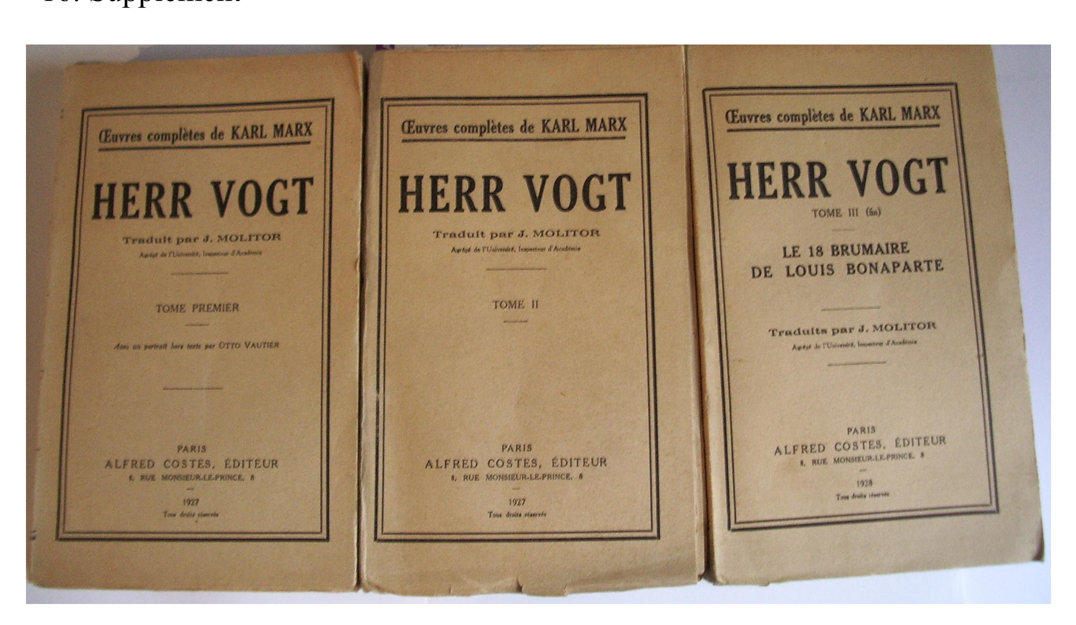
1. Aveux spontanés
2. La journée révolutionnaire de Morat
3. Cherval
4. Le procès des communistes à Cologne
5. Fête centrale des associations ouvrières allemandes d'instruction
6. Variétés

Chapitre IV : La lettre de Techow
Chapitre V : Régent de l'empire et comte palatin
Chapitre VI : Vogt et la *Neue rheinische Zeitung*
Chapitre VII : La campagne d'Augsbourg

Tome II :
Chapitre VIII : Dada Vogt et ses « Etudes »
Chapitre IX : Agence
Chapitre X : Patrons et compères ou canailles et compagnie

Tome III :
Chapitre XI : Un procès
Chapitre XII : Annexes

1. L'expulsion de Schily de Suisse
2. La journée révolutionnaire de Morat
3. Cherval
4. Le procès communiste de Cologne
5. Calomnies
6. Batrachomyomachie
7. La politique Palmerston
8. La déclaration de M. Scherzer
9. Article de Blind dans la *Freie Press* du 22 mai 1859
10. Lettres de M. Orges
11. Circulaire contre K. Blind
12. L'affidavit de Voegele
13. L'affidavit de Wiche
14. Quelques pièces du procès
15. Les pamphlets Dentu
16. Supplément



Notes d'interventions de Marx, septembre 1871[41]

En septembre 1871 s'était tenue à Londres une conférence de délégués de l'Association Internationale des Travailleurs. On trouve parfois cité un passage d'une intervention de Karl Marx lors de cette conférence, où il se prononce contre le principe des sociétés secrètes. Ce passage avait été traduit en allemand dans le tome 17 des *Werke*, et parfois retraduit de l'allemand, alors même que l'original du procès-verbal des débats est en français. Voici l'extrait en question, mais dans l'original : « *ce genre d'organisation est contraire au développement du mouvement prolétaire parce qu'au lieu d'instruire les ouvriers ces sociétés les soumettent à des lois autoritaires et mystiques qui gênent leur indépendance et faussent leur raison.* »[42] Ce qui est intéressant ici, c'est non seulement l'opposition aux sociétés secrètes, mais les arguments utilisés par Marx – qui vont à l'encontre de quelques mythes le concernant.

Nous avons voulu replacer cette déclaration dans son contexte. Le texte original complet, intégralement en français, des notes prises lors de cette conférence est publié d'après les comptes-rendus manuscrits dans *Marx-Engels-Gesamtausgabe* (MEGA), tome I/22 : « Procès-verbaux de la Conférence des délégués de l'Association Internationale des Travailleurs réunie à Londres du 17 au 23 septembre 1871 ».

Organisée quelques mois seulement après l'écrasement de la Commune de Paris, la conférence avait pour Marx notamment pour but d'« élaborer une réponse aux divers gouvernements qui ne cessent de travailler à la destruction de l'association par tous les moyens à leur disposition. »[43] L'interrogation à laquelle l'Association Internationale des Travailleurs était confrontée était la suivante : que faire face à la répression meurtrière menée par les gouvernements contre le mouvement ouvrier, et contre l'AIT en particulier ?

Cette préoccupation se lit dans une résolution proposée le 20 septembre par Edouard Vaillant, et soutenue par Charles Longuet et Constant Martin[44] :
« En présence d'une réaction sans frein momentanément victorieuse qui étouffe par la

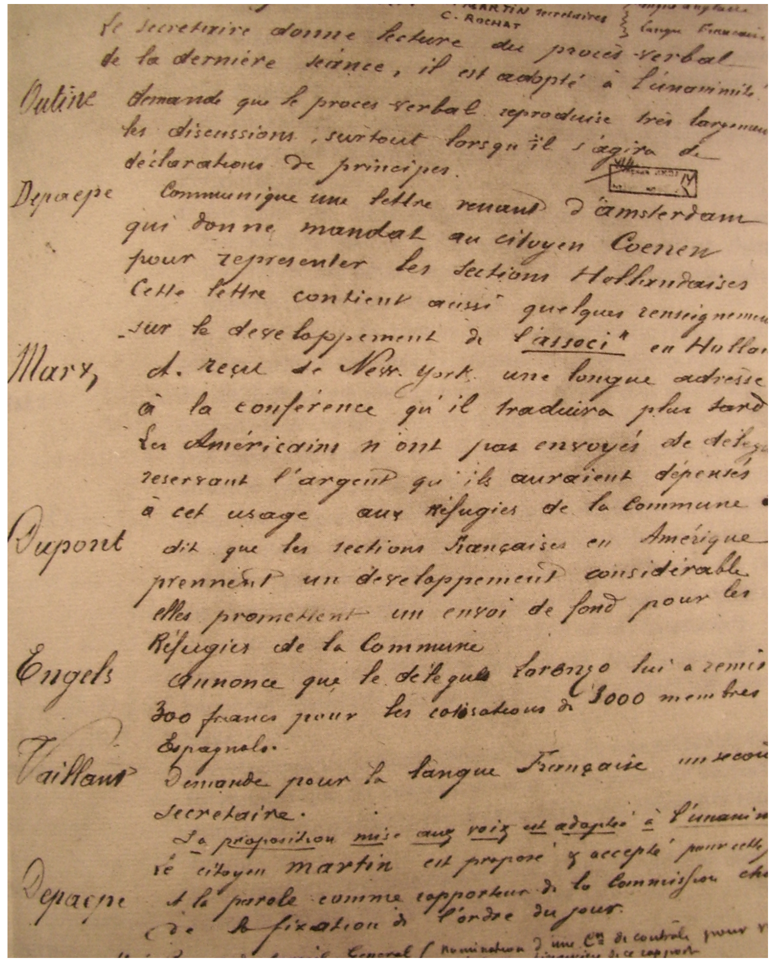
[41] Publié dans *Critique Sociale* n° 9, février 2010.

[42] Séance du 22 septembre, *Marx-Engels-Gesamtausgabe* (*MEGA*), tome I/22, Dietz Verlag Berlin, 1978, p. 737. Nous avons précédemment publié : « Entretien de Karl Marx avec J. Hamann » (*Critique Sociale* n° 1, octobre 2008 – teste intégral) ; « Les manuscrits de Marx sur la Commune de 1871 » (*Critique Sociale* n° 3, décembre 2008 – extraits commentés) ; et « *Herr Vogt*, de Karl Marx » (*Critique Sociale* n° 6, mars 2009 – extraits commentés et annotés).

[43] Séance du 17 septembre, *MEGA* I/22, p. 645.

[44] Tous trois étaient des militants de l'AIT ayant participé activement à la Commune de Paris. Un autre militant de l'AIT ayant participé à la Commune, Albert Theisz, également présent à la conférence, fait dans le débat cette remarque : « la proposition Vaillant […] ne devrait pas dire que la question politique et la question sociale *sont indissolublement unies et qu'elles ne sont que la double face d'une seule et même question*, ce qui n'est pas juste, la question politique cessant d'exister le jour où le but, l'abolition des classes aura été atteint. » (p. 699).

force toute revendication de la démocratie Socialiste et prétend maintenir par la force la distinction des classes, la Conférence rappelle aux membres de l'association Internationale que la question politique et la question sociale sont indissolublement unies ; qu'elles ne sont que la double face d'une seule et même question que l'Internationale s'est proposée de résoudre : l'abolition des classes.
Les travailleurs doivent reconnaître, non moins que la solidarité économique, la solidarité politique qui les unit et coaliser leurs forces non moins sur le terrain politique que sur le terrain économique pour le triomphe définitif de leur Cause. »[45]


C. Rochat

Le secrétaire donne lecture du procès-verbal de la dernière séance, il est adopté à l'unanimité.

Outine demande que le procès-verbal reproduise très largement les discussions, surtout lorsqu'il s'agira de déclarations de principes.

Depaepe Communique une lettre venant d'Amsterdam qui donne mandat au citoyen Coenen pour représenter les sections Hollandaises. Cette lettre contient aussi quelques renseignements sur le développement de l'associaon en Hollande

Marx, a reçu de New-York une longue adresse à la conférence qu'il traduira plus tard. Les Américains n'ont pas envoyés de délégués réservant l'argent qu'ils auraient dépensés à cet usage aux Réfugiés de la Commune.

Dupont dit que les sections Françaises en Amérique prennent un développement considérable elles promettent un envoi de fond pour les Réfugiés de la Commune

Engels Annonce que le délégué Lorenzo lui a remis 300 francs pour les cotisations de 3000 membres Espagnols.

Vaillant Demande pour la langue Française un second secrétaire.

La proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité. Le citoyen Martin est proposé & accepté pour cette

Depaepe a la parole comme rapporteur de la Commission de la fixation de l'ordre du jour.

Extrait du compte-rendu de la séance du 18 septembre 1871

Dans une intervention, Friedrich Engels déclare : « Les libertés politiques, les droits de réunion et d'association et la liberté de la presse, voilà nos armes, et nous devrions croiser les bras et nous abstenir si l'on veut nous les ôter ? »[46]

Le contexte appelle donc l'adoption par la conférence d'une « Résolution générale relative aux pays où l'organisation régulière de l'Internationale est entravée par les gouvernements », que Marx propose le 22 septembre :

---

[45] *MEGA* I/22, pp. 682-683. Egalement p. 695 (avec une ponctuation légèrement différente).

[46] « Sur l'action politique de la classe ouvrière. Note manuscrite du discours prononcé à la séance du 21 septembre 1871 de la Conférence de Londres », *MEGA* I/22, p. 308. Engels rappelle dans la même intervention l'objectif de l'AIT d'abolition des classes sociales.

« Marx - donne la lecture de la proposition suivante : *"Dans les pays où l'organisation régulière de l'Association Internationale est momentanément devenue impraticable en conséquence de l'intervention gouvernementale, l'Association et ses groupes locaux pourront se reconstituer sous diverses dénominations mais toute société secrète proprement dite est formellement prohibée."*
Par organisation secrète on n'entend pas parler de Sociétés secrètes proprement dites, qu'au contraire, il faut combattre. En France et en Italie où la situation politique est telle que le droit de réunion est un délit, les hommes auront des tendances très fortes à se laisser entraîner dans ces sociétés secrètes dont le résultat est toujours négatif. Du reste ce genre d'organisation est contraire au développement du mouvement prolétaire parce qu'au lieu d'instruire les ouvriers ces sociétés les soumettent à des lois autoritaires et mystiques qui gênent leur indépendance et faussent leur raison.
Il demande l'adoption de la proposition.
Vote : adoptée à l'unanimité. »[47]

Citons également une autre intervention de Marx, à propos cette fois de la situation de l'AIT en Allemagne et en Grande-Bretagne :
« Marx - Vous savez qu'en Allemagne l'organisation de l'Association ne peut exister sous son propre nom, les lois ne permettant pas à aucune société locale de s'affilier à une société étrangère, mais l'association existe cependant et a acquis dans ce pays un immense développement sous le nom de parti démocratique socialiste dont l'adhésion à l'association est déjà ancienne. Mais une seconde adhésion a été faite avec éclat au congrès de Dresde. Il n'y a donc pas à proposer pour ce pays aucune mesure ni déclaration analogues à celles votées pour les contrées où l'association est persécutée.
S'il a dit du mal des étudiants Allemands, il n'a rien à dire contre les ouvriers ; pendant la dernière guerre qui était devenue entre les classes un sujet de lutte, l'attitude des ouvriers Allemands a été au delà de tout éloge, du reste, le *parti Démocratique Socialiste* sentait bien que cette guerre avait été entreprise par Bonaparte et Guillaume[48], pour l'étouffement des idées modernes bien plus que pour des idées de Conquête. Le Comité de Brunswick tout entier fut arrêté et conduit à une forteresse sur la frontière Russe et la plupart de ses membres sont encore aujourd'hui prisonniers sous l'accusation du crime de haute trahison. En plein Reichstag, Bebel et

---

[47] Séance du 22 septembre 1871, *MEGA* I/22, p. 737. La résolution est adoptée par tous les délégués avec voix délibérative présents à cette séance, à savoir : Outine, Perret, Verrycken, Fluse, De Paepe, Steens, Coenen, Herman, Marx, Engels, Bastelica, Frankel, Serraillier, Lorenzo, Eccarius, Vaillant (on voit donc que de nombreux communards sont présents). La résolution est publiée en octobre par l'AIT dans *Résolutions des délégués de la conférence de l'Association Internationale des Travailleurs* (Imprimerie Internationale, Londres, 1871), avec une formulation légèrement différente : « Dans les pays où l'organisation régulière de l'Association Internationale des Travailleurs est momentanément devenue impraticable, par suite de l'intervention gouvernementale, l'Association et ses groupes locaux pourront se reconstituer sous diverses dénominations, mais toute constitution de section internationale sous forme de société secrète est et reste formellement interdite. » (*MEGA* I/22, p. 329).
[48] Il s'agit de Napoléon III et de Guillaume Ier, qui avaient déclenché la guerre franco-allemande de 1870.

Liebknecht[49], les représentants de la classe ouvrière allemande, ne craignaient pas de déclarer qu'ils étaient membres de l'Association Internationale et qu'ils protestaient contre la guerre pour laquelle ils refusaient de voter aucun subside – le gouvernement n'osa pas les faire arrêter en pleine séance, et ce n'est qu'à la sortie que la police s'empara d'eux et les conduisit en prison.
Pendant la Commune les ouvriers Allemands n'ont pas cessé par les meetings et par les journaux qui leur appartiennent d'affirmer leur solidarité avec les Révolutionnaires de Paris. Et la Commune vaincue, ils ont tenu à Breslau un meeting que la police Prussienne a vainement essayé d'empêcher : dans ce meeting, et dans d'autres de différentes villes de l'Allemagne, ils ont acclamé la Commune de Paris. Enfin lors de l'entrée triomphale à Berlin de l'empereur Guillaume et de son armée c'est au cri de Vive la Commune que ces triomphateurs ont été reçus par le peuple.

En parlant de l'Angleterre, le citoyen Marx avait oublié de faire la communication suivante.
Vous n'ignorez pas qu'il a existé de tout temps entre les ouvriers anglais et les ouvriers irlandais un antagonisme très grand, dont les causes du reste sont très simples à énumérer. Cet antagonisme prenait sa source dans les différences de langue et de religion, et dans la concurrence de salaire que les ouvriers irlandais font aux ouvriers anglais. Cet antagonisme en Angleterre est la digue de la Révolution, aussi est-il exploité habilement par le gouvernement et les classes supérieures qui sont persuadés qu'aucun lien ne saurait réunir les ouvriers Anglais et Irlandais. Il est vrai que sur le terrain politique aucune union n'eut été possible ; mais il n'en est pas de même sur le terrain économique et des deux côtés se forment des sections internationales qui en cette qualité devront marcher simultanément au même but – avant peu les sections Irlandaises seront très nombreuses. »[50]

On trouve dans les notes personnelles de Constant Martin des phrases de la deuxième partie de cette intervention :
« même à Berlin au moment où le roi faisait son entrée avec ses troupes – les ouvriers ont crié – Vive la Commune – et ont insulté les soldats – Ils ont montré qu'ils sont le seul parti en Allemagne qui représente les aspirations socialistes.
En parlant de l'Angleterre – il a oublié de dire que dans la lutte des Anglais contre les Irlandais – différence de religion – longue oppression de l'Irlande – ont créé l'antagonisme des peuples – et perpétué le pouvoir des tyrans. »[51]

---

[49] August Bebel et Wilhelm Liebknecht, militants du *Sozialdemokratische Arbeiterpartei* (SDAP) et de l'AIT. C'est du SDAP dont Marx parle plus haut, parti qui venait de tenir son congrès à Dresde en août 1871.
[50] *MEGA* I/22, pp. 735-736.
[51] *MEGA* I/22, p. 743.

Cette brochure regroupe quatre textes publiés par la revue *Critique Sociale* de 2008 à 2010.

Parmi les autres articles qui ont été publiés par la revue :

- Actualité : « Crise du capitalisme », « La société du chômage de masse », « Printemps 2009, l'inefficacité des directions "syndicales" », « Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés » (sur les suicides au travail), « Hommage à Rosa Luxemburg à Paris », « L'expression d'une force sociale », etc.

- Histoire et théorie : « Les Vies de Boris Souvarine », « L'absurdité du "libéralisme économique" », « Rosa Luxemburg (1871-1919) », « Une réponse de Victor Serge à Trotsky », « Beauvoir, Marcuse... sur les valeurs dominantes sexistes », « Wolfgang Leonhard à propos de Marx et Engels », « La lente réception de Rosa Luxemburg en france », etc.

Critique Sociale

Notre but est de contribuer à l'information et à l'analyse concernant les luttes sociales et les mouvements révolutionnaires dans le monde. Nous nous inspirons du « marxisme », en particulier du « luxemburgisme », certainement pas comme des dogmes (qu'ils ne sont en réalité nullement), mais comme des outils contribuant au libre exercice de l'esprit critique, à l'analyse de la société, et à la compréhension de sa nécessaire transformation par l'immense majorité. Nous combattons le système capitaliste et toutes les formes d'oppression (sociales, politiques, économiques, de genre). Nous militons pour que « l'émancipation des travailleurs soit l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », pour une société démocratique, libre, égalitaire et solidaire : une société socialiste, au véritable sens du terme.

Imprimé à Paris, novembre 2010

www.critique-sociale.info   contact@critique-sociale.info

Démocratie - Liberté - Egalité - Solidarité / Democracy - Freedom - Equality - Solidarity
Democracia - Libertad - Igualdad - Solidaridad / Demokratie - Freiheit - Gleichheit - Solidarität
Democrazia - Libertà - Uguaglianza – Solidarietà / Demokrácia – Szabadság – Egyenlõség - Osszetartás